Cahier de doléances des maîtres tailleurs d'habits, fripiers et toiliers de Bourges (Cher)

Plaintes et doléances que déposent au pied du trône les maîtres tailleurs d'habits, fripiers et toiliers de la ville de Bourges pour servir et ru loir ce que de raison à rassemblée des États généraux.

Pour le bien du roi et du peuple nous demandons :

1° Les suppressions des fermiers généraux qui ne s'occupent journellement qu'à ruiner l'État et à écraser le peuple pour s'enrichir, tant en surprenant la religion du meilleur des Rois qu'en lui extorquant des édits portant établissement de nouveaux impôts.

2° Des aides, comme impôt vexatoire et onéreux à la nation, où il se commet des actions atroces et dont le produit ne sert pour la majeure partie qu'à remplir les coffres de Messieurs les fermiers généraux.

3° Des gabelles ; que le sel soit marchand. Cet impôt est non seulement vexatoire mais encore donne lieu tous les jours à des actions les plus inhumaines et entretient continuellement une guerre intestine parmi les citoyens. Le produit subit le même sort que celui des aides, il passe entre les mains d'un nombre considérable d'individus qui s'enrichissent au détriment du peuple.

4° Non la suppression du contrôle, attendu qu'il est de la dernière utilité, mais seulement une diminution considérable des droits que perçoivent des commis qui agissent en aveugles, en augmentant les droits qu'ils ne connaissent nullement pour la majeure partie ; pour obvier à cet abus, il devient de la dernière importance de faire faire un tarif clair et net et à portée de tous les citoyens pour la perception des droits dudit contrôle.

5° Nous demandons que l'impôt territorial soit perçu dans tout le royaume en nature ou en argent, ainsi qu'il sera décidé aux États généraux et sur toutes choses ; pour lors, le malheureux ne gémera plus tant sous le poids de la misère et il y n'y aura que le riche jouissant de toutes les prospérités qui paiera au souverain le tribut qui lui est dû.

6° Que ledit impôt territorial soit supporté par les trois ordres de citoyens, chacun suivant sa propriété. N'est-il pas honteux de voir que le Tiers état, qui, sans contredit, est le pilier fondamental du royaume, remplisse seul le devoir que tout citoyen doit à son Roi en payant les impôts, tandis que la noblesse et le clergé, membres inutiles, vivent sans contribuer au soutien du trésor royal ? Ne sont-ils pas citoyens comme nous, ne doivent-ils pas aussi bien que nous chercher à faire fleurir le royaume et à tirer des dettes le plus puissant et le meilleur des Rois qui se sacrifie entièrement pour son peuple.

7° Nous demandons qu'on établisse dans le royaume des États provinciaux composés des trois ordres, savoir la moitié du Tiers état et l'autre moitié du clergé et la noblesse ; que les députés qui composeront lesdits États soient nommés chacun dans leur ordre et qu'on les renouvelle tous les trois ans pour le plus tard ; que lesdits États soient chargés de la recette de tous les deniers royaux, sans en tirer aucun salaire ; qu'ils connaissent seuls de l'enregistrement des édits et déclarations qui pourraient intervenir par la suite.

8° Au moyen de la création des États provinciaux et des suppressions, de l'autre part, de tailles, nous demandons celle des receveurs des tailles, aides et gabelles ; la plupart de ces gens-là, en se servant des fonds royaux, commettent des actions abominables en prêtant à usure ; non contents de cela, ils pillent encore le Roi le plus qu'ils peuvent, ce sont des seconds fermiers généraux.

9° Nous demandons que les frais de justice soient totalement diminués ; que l'abus qui règne dans tous les tribunaux du royaume que la forme emporte le fonds soit réprouvé, attendu qu'il est de la dernière injustice qu'un plaideur de bonne foi, pour s'être confié à un procureur ignorant qui conduit mal sa procédure, se voit condamner en des dépens qui souvent montent bien plus haut que le fonds du procès ; qu'il y ait un nouveau code que Messieurs les procureurs ne pourront enfreindre, dans lequel sera marquée la marche qu'ils doivent tenir dans les affaires et les droits qu'ils percevront ; qu'on leur ôte la faculté qu'ils ont actuellement de multiplier les écritures et d'occuper pour et contre dans une même affaire en se prêtant leurs noms ; qu'on défende à l'avenir à messieurs les conseillers tant des Parlements que des Provinces de se

servir de secrétaires ; pour gagner un mauvais procès on ¹a que la peine de graisser la patte à ces derniers, dans le siècle actuel on ne peut se faire rendre justice qu'au poids de l'or.

10° Nous demandons qu'on augmente le revenu des curés et qu'on leur fasse un sort heureux ; qu'on leur interdise la perception du casuel ; il est de la dernière indécence de voir percevoir des droits pour servir Dieu et faire son devoir de chrétien ; nous mettons enfin qu'aucuns des curés qui composent le royaume ne perçoivent le casuel sans que leurs sentiments en soient répugnés. Le revenu de la majeure partie des curés est si modique qu'ils sont obligés de percevoir ces droits honteux pour se donner la substance animale et subvenir aux besoins des plus malheureux de leur paroisse.

11° Nous demandons, enfin, que nos deux communautés soient réunies et qu'il n'y ait qu'un seul règlement.

De plus, que l'on soit autorisé à faire les vendanges comme à Orléans et Sancerre et autres villes ; non plus que les vigneron ne quitteront point le travail desdites vignes qu'à sept heures du soir et commenceront à 5 heures du matin.

Fait et arrêté par nous députés, syndic et adjoint de la communauté des maîtres tailleurs d'habits et marchands fripiers et toiliers et signé par tous les membres de ladite communauté.